

LA PROSPÉRITÉ PASSE PAR LA CONCERTATION

Nous vivons à une époque où tout change rapidement, parfois même de façon déconcertante, et ce monde moderne en pleine évolution n'est pas sans poser des défis pour l'avenir du Canada. Certes, les Canadiens ont réussi à édifier un pays fort et prospère, mais le gouvernement fédéral constate que de nouvelles approches s'imposent si nous voulons être à la hauteur des nouvelles réalités et préserver cet acquis pour les prochaines générations de Canadiens. En octobre 1991, l'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, a annoncé la tenue de consultations nationales dont le but était de dégager un consensus entre les Canadiens en ce qui concerne les objectifs et les priorités. Il a déclaré : «La productivité est au coeur de la question et elle est essentielle à notre prospérité. Nous lui devons notre mode de vie, nos emplois, nos écoles et nos hôpitaux, les routes qui sillonnent notre immense pays et nos chèques de paye. Mais pour être encore plus productifs, nous devons d'abord améliorer chacun des éléments de notre économie, et pour cela, nous devons apprendre à innover, à travailler plus judicieusement et plus vite, au lieu de travailler plus dur et plus longtemps.»

Le processus de consultation sera mené par un Groupe directeur ayant à sa tête deux éminents Canadiens, M. David McCamus, président du conseil d'administration de Xerox Canada, et Mme Marie-Josée Drouin, directrice administrative de l'Institut Hudson du Canada. Ce groupe non gouvernemental consultera les principales associations et examinera les recommandations issues de ces



Brian Willer

rencontres et des réunions habituelles entre des ministres fédéraux et leurs groupes consultatifs.

Les consultations menées auprès de la collectivité seront tout aussi importantes. Elles permettront aux Canadiens de faire valoir individuellement leur point de vue personnel et régional. Le Groupe directeur s'inspirera du fruit de ces consultations, ainsi que des rapports produits par les provinces et d'autres organisations, pour établir un plan qui représentera un consensus national tout en tenant compte des besoins régionaux et locaux. Ce plan devrait être prêt d'ici la fin de l'été 1992.

Pour stimuler la discussion, le gouvernement a publié deux documents : *La Compétitivité mène à la prospérité* et *Bien apprendre... Bien vivre*, qui portent respectivement sur la politique économique et sur l'éducation. Des consultations ont été menées auprès de plus de 60 groupes issus du secteur privé, de syndicats, d'universités et des milieux de l'action

Mme Marie-Josée Drouin, directrice administrative de l'Institut Hudson, copréside le Groupe directeur de la prospérité.

sociale, ainsi qu'avec les provinces de manière à obtenir un consensus aussi vaste que possible.

Les documents portent sur divers sujets essentiels à une prospérité durable, comme les capitaux d'investissement, la politique commerciale et la création d'un marché intérieur unifié; le gouvernement reconnaît toutefois que ce n'est pas en prenant ces éléments individuellement que l'on obtiendra des résultats optimaux, mais bien en les intégrant en une stratégie cohérente en faveur d'un changement radical d'attitude. Les Canadiens doivent comprendre la nécessité de se doter d'un nouveau sens du partenariat à tous les niveaux de la société pour faire durer la prospérité. Les

milieux syndicaux et patronaux, par exemple, doivent se rendre compte que seule la coopération, et non l'affrontement, leur permettra d'atteindre leurs objectifs.

La compétitivité est la clé de la prospérité de demain. S'ils veulent rester concurrentiels par rapport aux autres pays, les Canadiens doivent perfectionner leurs compétences et utiliser davantage de nouvelles technologies, développer la faculté d'adaptation. L'apprentissage doit être considéré comme un processus qui dure toute la vie. Le gouvernement a proposé un certain nombre d'objectifs à réaliser sur dix ans : réduire de moitié le taux d'analphabétisme chez les adultes, en arriver à ce que 90 % des Canadiens obtiennent leur diplôme d'études secondaires ou l'équivalent avant l'âge de 25 ans, quadrupler la formation offerte par les employeurs et doubler le nombre d'étudiants diplômés en sciences, en génie et en technologie. Ce sont des objectifs ambitieux, mais le Canada doit se préparer pour un monde dans lequel la compétitivité des pays reposera de plus en plus sur les compétences de leur main-d'oeuvre.

La prospérité n'est pas une fin en soi, mais elle reste essentielle à la réalisation d'objectifs importants pour les Canadiens : le maintien de vastes programmes sociaux, la propreté de l'environnement, une culture vibrante et des emplois intéressants et bien rémunérés.

Comme l'a si bien dit M. Wilson : «Je suis rassuré de savoir que lorsque les Canadiens retroussent leurs manches, le travail se fait. Je sais que nous pouvons y arriver.»